MTL.

L.7979/1.

Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION — WETGEVING
- 1. AOUT 1962
Transmis à M. — Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 8 juin 1962, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "d'exécution de la loi du 27 juillet 1961, portant certaines mesures en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique, en ce qui concerne l'admission dans la carrière du service extérieur et la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", a donné le 18 juin 1962 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 8e juni 1962 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot uitvoering van de wet van 27 juli 1961, houdende sommige maatregelen ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika, met betrekking tot de toelating in de carrière buitenlandse dienst en de kanselarijcarrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse handel" , heeft de 18e juni 1962 het volgend advies gegeven :

A l'alinéa 2 du préambule, il y aurait lieu d'insérer le terme "notamment" après le mot "modifié", l'arrêté royal du 25 avril 1956 ayant encore été modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1961.

\+ +

Le titre exact de l'actuel titulaire du Ministère des Affaires étrangères étant : "Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et Ministre du Ruanda-Urundi", il convient d'employer cette dénomination dans le proposant et dans l'article 7.

A l'article 1er, il y a lieu d'ajouter après les mots : "... en faveur du personnel de carrière des cadres d'Afrique", les mots : "qui remplissent les conditions prévues à l'article 6, § 1er, alinéa 2, 1°, de cette loi". Ce sont, en effet, uniquement les anciens agents d'Afrique qui ont été nommés à titre définitif comme membres du personnel de carrière des cadres d'Afrique, et qui comptent moins de quinze ans de carrière en cette qualité, qui bénéficient du quota réservé des emplois permanents.

Les dispositions du second alinéa de l'article 1er rappellent que les candidats aux emplois réservés, en vue de leur admission dans la carrière du service extérieur et dans la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, restent soumis aux conditions générales de recrutement et ne bénéficient pas d'autres avantages que ceux qui sont inscrits dans la loi du 27 juillet 1961.

.../...

Ces avantages sont les suivants :

1° bénéfice d'un régime de quota réservé;

2° dispense des conditions d'âge;

3° soumission à une épreuve d'admission particulière;

4° classement, en vue de leur appel en service, des candidats ayant obtenu le minimum des points requis, selon la durée du service en Afrique, le nombre d'enfants à charge et l'âge;

5° dispense du stage.

Il en résulte notamment que les empêchements prévus aux articles 5, § 2, alinéa 1er, et 41, dernier alinéa, de l'arrêté royal du 25 avril 1956, qui fixe le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, sont également opposables aux candidats aux emplois réservés : ainsi, les femmes mariées et les candidats dont l'épouse ne possède pas la nationalité belge ne pourront pas être admis dans la carrière du service extérieur du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, et les femmes qui ont épousé un ressortissant étranger n'auront pas accès à la carrière de chancellerie.

Le projet prévoit au programme de l'épreuve particulière d'admission à la carrière du service extérieur une interrogation écrite et orale sur le droit international privé, alors que cette matière a été rayée en tant que matière obligatoire du programme du concours ordinaire par arrêté royal du 13 juin 1959. La loi du

.../...

27 juillet 1961 tendant à créer un système de recrutement plus favorable aux anciens agents des cadres de l'administration d'Afrique, il paraît peu conforme aux intentions du législateur d'inscrire au programme de l'épreuve particulière, destinée aux candidats aux emplois réservés, des matières qui ne sont plus imposées aux candidats ordinaires.

Pour répondre aux voeux du législateur, l'épreuve d'admission particulière à laquelle doivent satisfaire les anciens agents de carrière de l'administration belge d'Afrique, doit davantage avoir pour objet d'apprécier les aptitudes concrètes et pratiques des candidats dans le cadre de l'activité professionnelle à laquelle ils se destinent que de vérifier leurs connaissances générales (Ann. parl. S.E. 1961, Ch., séance du 12 juillet 1961, p. 6 - Sénat séance du 19 juillet 1961, p. 611).

\+

\+ \+

Aux termes de l'article 42 de l'arrêté royal prérappelé du 25 avril 1956, le concours d'admission à la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur est, en principe, réservé aux agents de la carrière de l'administration centrale (alinéa 4). Les autres candidats ne sont admis à participer à ce concours que lorsque le nombre de candidats classés en ordre utile au concours réservé est inférieur au nombre d'emplois à conférer (alinéa 6).

.../...

Il est évident qu'aucune disposition dudit arrêté royal fixant le statut des agents du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ne peut faire obstacle à l'application de la loi du 27 juillet 1961.

Dès lors la règle du quota réservé, prévue à l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961, joue en faveur des anciens agents d'Afrique chaque fois que des emplois vacants dans la carrière du service extérieur ou dans la carrière de chancellerie sont à conférer. Dans ces conditions,il serait utile d'insérer dans le texte du projet une disposition analogue à celle des articles 6 et 13 de l'arrêté royal du 6 octobre 1961, 8 et 13 de l'arrêté royal du 4 décembre 1961, 7 de l'arrêté royal du 31 janvier 1962,et 7 et 12 de l'arrêté royal du 2 mars 1962.

Cette disposition, qui pourrait trouver sa place à la fin de la section 3 du chapitre II et constituerait ainsi l'article 6, serait libellée comme suit :

"Le quota réservé fixé conformément à l'article 6, § 1er, de la loi du 27 juillet 1961, est constitué chaque fois qu'il est procédé à un recrutement en vue de conférer des emplois vacants dans la carrière du service extérieur ou dans la carrière de chancellerie du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur".

\+

\+ \+ .../...

Les termes "la qualité caractérielle" pourraient être remplacés par l'expression "les qualités de caractère"

Article 4.

A l'alinéa 1er, il faudrait lire : "Les candidats bénéficiaires du présent arrêté" au lieu de : "Les candidats bénéficiaires du présent chapitre".

Les termes "sub 1° et 2°", à l'alinéa 3, sont repris de l'arrêté royal du 6 octobre 1961. Il faut cependant lire : "sub 2° et 3°". Si les termes "sub 1° et 2°" figurent à l'arrêté royal du 6 octobre, c'est à la suite d'une erreur de dactylographie qui s'est glissée dans le texte que le Conseil d'Etat a proposé in fine de son avis n° L. 7627/1, pour lequel le Gouvernement avait réclamé le bénéfice de l'urgence.

Article 5.

Les mots : "qui ont réussi l'épreuve d'admission" sont superflus et peuvent être omis.

Les articles 6 et 7 deviendront respectivement les articles 7 et 8, si le Gouvernement se rallie à la suggestion du Conseil d'Etat de compléter la section 3 du chapitre II.

.../...

Le projet appelle encore pour sa version néerlandaise des observations de forme.

En tête du projet, il y a lieu de lire : "Ministerie van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt".

A l'article 1er, alinéa 2, il serait préférable d'écrire "bij wet of verordening" plutôt que "bij de wet of verordening".

Aux articles 2, 3, et 3, 3, les mots "een geschreven en een mondelinge proef" devraient être remplacés par "een schriftelijk en een mondeling gedeelte".

A l'article 3, 3, b, il faut lire : "(Engels, Duits, Spaans, Russisch)".

Pour l'alinéa premier de l'article 4, le texte suivant est proposé :

"Artikel 4.-

De op het voordeel van dit besluit gerechtigde kandidaten die het vereiste puntenminimum hebben behaald in de examengedeelten genoemd in de artikelen 2 en 3, worden ...".

In het tweede lid van de aanhef voege men na het woord "gewijzigd" de woorden "onder meer" in. Het koninklijk besluit van 25 april 1956 is immers ook gewijzigd bij dat van 24 maart 1961.

\+ +

De juiste benaming van de titularis van het Ministerie van Buitenlandse Zaken is thans : "Vice-Eerste Minister, Minister van Buitenlandse Zaken en Minister van Ruanda-Urundi". Bij de aanduiding van de Minister die de tekst voordraagt en in artikel 7 ware deze benaming te gebruiken.

In artikel 1 moeten na de woorden : "... ten gunste van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika" de woorden "die de voorwaarden bepaald in artikel 6, § 1, tweede lid, 1°, van die wet vervullen" worden ingevoegd. Alleen de gewezen Afrika-ambtenaren die vast benoemd zijn tot lid van het beroepspersoneel van de kaders van Afrika en wier loopbaan, in die hoedanigheid, nog geen vijftien jaar bedraagt, komen immers in aanmerking voor het voorbehouden quotum van de vaste betrekkingen.

Het tweede lid van artikel 1 brengt in herinnering, dat de kandidaten voor voorbehouden betrekkingen, met het oog op hun toelating tot de carrière buitenlandse dienst en tot de kanselarijcarrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, aan de algemene aanwervingsvoorwaarden onderworpen blijven en geen andere voordelen genieten dan de wet van 27 juli 1961 toekent.

.../...

Deze voordelen zijn :

1° genot van een regeling inzake voorbehouden quotum ;

2° vrijstelling van de leeftijdsvereisten ;

3° afleggen van een speciaal toelatingsexamen ;

4° rangschikking, met het oog op hun indienstroeping, van de kandidaten die het vereiste puntenminimum hebben behaald, volgens hun diensttijd in Afrika, het aantal kinderen dat zij ten laste hebben en hun leeftijd ;

5° vrijstelling van de stage.

Hieruit volgt onder meer dat de beletselen die zijn opgegeven in de artikelen 5, § 2, eerste lid, en 41, laatste lid, van het koninklijk besluit van 25 april 1956 tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, ook tegen kandidaten voor voorbehouden betrekkingen kunnen worden ingeroepen ; zo zullen gehuwde vrouwen en kandidaten wier echtgenote de Belgische nationaliteit niet bezit, niet kunnen worden toegelaten tot de carrière buitenlandse dienst van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel, en zullen vrouwen die met een vreemdeling gehuwd zijn, geen toegang hebben tot de kanselarijcarrière.

.../...

In het programma van het speciaal examen voor toelating tot de carrière buitenlandse dienst vermeldt het ontwerp een schriftelijke en mondelinge ondervraging over internationaal privaatrecht, ofschoon het koninklijk besluit van 13 juni 1959 dit vak in de verplichte examenstof voor het gewoon vergelijkend examen heeft geschrapt. Aangezien de wet van 27 juli 1961 ertoe strekt een gunstiger wervingsregeling in te voeren voor gewezen ambtenaren van de kaders van het bestuur in Afrika, lijkt het weinig met de bedoeling van de wetgever te stroken, dat in het programma van het speciaal examen voor kandidaten voor voorbehouden betrekkingen, een vak wordt opgenomen dat aan kandidaten voor gewone examens niet meer wordt opgelegd.

Om aan het verlangen van de wetgever te voldoen, moet het speciaal toelatingsexamen waarvoor gewezen beroepsambtenaren van het Belgisch bestuur in Afrika moeten slagen, niet zozeer bedoeld zijn om hun algemene kennis na te gaan, als wel om hun concrete en praktische geschiktheid voor de beroepswerkzaamheden waaraan zij zich willen wijden, te toetsen (Parl.Hand. B.Z. 1961,K.verg. van 12 juli 1961, blz. 6 - Senaat, verg. van 19 juli 1961, blz. 611).

\+

\+ \+

Luidens artikel 42 van het reeds vermelde koninklijk besluit van 25 april 1956 is het vergelijkend examen voor toelating tot de kanselarijcarrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel in beginsel voorbehouden voor personeelsleden van de

.../...

carrière hoofdbestuur (vierde lid). De overige kandidaten mogen aan dat vergelijkend examen slechts deelnemen indien het aantal bij het voorbehouden vergelijkend examen gunstig gerangschikte kandidaten kleiner is dan het aantal te begeven betrekkingen (zesde lid).

Het is duidelijk dat geen bepaling van dat koninklijk besluit tot vaststelling van het statuut der personeelsleden van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel de toepassing van de wet van 27 juli 1961 in de weg kan staan.

De in artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961 bepaalde regel van het voorbehouden quotum speelt dus in het voordeel van de gewezen Afrika-ambtenaren, telkens als in de carrière buitenlandse dienst of in de kanselarijcarrière betrekkingen te begeven zijn. Het zou derhalve nuttig zijn in de tekst van het ontwerp een bepaling in te voegen als die van de artikelen 6 en 13 van het koninklijk besluit van 6 oktober 1961, 8 en 13 van het koninklijk besluit van 4 december 1961, 7 van het koninklijk besluit van 31 januari 1962, en 7 en 12 van het koninklijk besluit van 2 maart 1962.

Die bepaling zou aan het slot van afdeling 3 van hoofdstuk II kunnen komen, en daar artikel 6 vormen, luidend als volgt :

"Het voorbehouden quotum, vastgesteld overeenkomstig artikel 6, § 1, van de wet van 27 juli 1961, wordt gevormd bij iedere werving voor het begeven van openstaande betrekkingen in de carrière buitenlandse dienst of in de kanselarijcarrière van het Ministerie van Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel".

\+

\+ \+

In de Franse tekst vervange men de woorden "la qualité caractérielle" door "les qualités de caractère

Artikel 4.

In het eerste lid leze men "van dit besluit" voor "van dit hoofdstuk".

In het derde lid staat, in plaats van "onder 2° en 3°", verkeerdelijk "onder 1° en 2°". Dit is overgenomen uit het koninklijk besluit van 6 oktober 1961. Daar is het echter ingeslopen ten gevolge van een tikfout in de tekst die de Raad van State aan het slot van zijn spoedadvies L.7627/1 had voorgesteld.

Artikel 5.

De woorden "voor het toelatingsexamen geslaagde" kunnen als overbodig vervallen.

Gaat de Regering in op de wenk van de Raad van State om afdeling 3 van hoofdstuk II aan te vullen, dan worden de artikelen 6 en 7 onderscheidenlijk 7 en 8.

Bij de Nederlandse tekst van het ontwerp zijn nog de volgende vormopmerkingen te maken :

.../...

Bovenaan leze men "Ministerie van Binnenlandse Zaken en van het Openbaar Ambt".

In artikel 1, tweede lid, kan beter "bij wet of verordening" worden gelezen dan "bij de wet of verordening".

In de artikelen 2,3, en 3,3, vervange men "een geschreven en een mondelinge proef" door "een schriftelijk en een mondeling gedeelte".

In artikel 3,3, b, moet worden gelezen : "(Engels, Duits, Spaans, Russisch)".

Het eerste lid van artikel 4 beginne men als volgt :

"Artikel 4.-

De op het voordeel van dit besluit gerechtigde kandidaten die het vereiste puntenminimum hebben behaald in de examengedeelten genoemd in de artikelen 2 en 3, worden ...".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

LL MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
J. ROLAND, bijzitters van de afdeling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. G. TACQ, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) C. ROUSSEAUX.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. TACQ, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.